



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant modification  
de l'arrêté prescrivant des mesures de suivi des eaux souterraines  
sur le site de KIMBERLY-CLARK à Villey-Saint-Etienne**

N° 2024-0007-modif  
AIOT 0006200720

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le titre 1er du livre V et le titre 8 du livre I du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-0007 du 21 février 2024 prescrivant à la société KIMBERLY CLARK des mesures de suivi des eaux souterraines sur son site de Villey-Saint-Etienne (54200) ;

**Vu** les observations sur le projet d'arrêté 2024-0007 formulées par l'exploitant le 26 janvier 2024 ;

**Considérant** que les observations sur le projet d'arrêté 2024-0007 ont été transmises par l'exploitant dans un délai conforme à la réglementation ;

**Considérant** qu'à la suite d'une erreur de transmission, ces observations n'ont pas pu être prises en compte par l'inspection des installations classées ;

**Considérant** qu'après réception et analyse par l'inspection des installations classées de ces observations, il apparaît nécessaire de les intégrer dans les mesures prescrites pour le suivi des eaux souterraines du site de la société Kimberly Clark à Villey-Saint-Etienne

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'article 1<sup>er</sup> « Champ et portée du présent arrêté » de l'arrêté 2024-0007 du 21 février 2024 est modifié comme suit :

« La société KIMBERLY CLARK est tenue, pour les installations de la papeterie qu'elle exploite à Villey-Saint-Etienne (54200), route de Toul, de :

- définir, de manière certaine, la piézométrie au droit du site et donc le sens d'écoulement de la nappe existante au droit de son site ;
- réaliser la surveillance de ces dites eaux à compter de la date de notification du présent arrêté. »

L'article 2 « Réseau piézométrique » de l'arrêté 2024-0007 du 21 février 2024 est modifié comme suit :

« Comme préconisé dans le rapport n° PR.DTHY.21.0032.001 susvisé, pour déterminer de manière définitive le ou les sens d'écoulement de la nappe, l'exploitant installe **4 piézomètres supplémentaires**. Ce réseau doit permettre de décrire complètement la piézométrie au droit du site. Dans le cas où le réseau ainsi installé ne permet pas de répondre à cette problématique, l'installation de piézomètre(s) supplémentaire(s) sera nécessaire.

Le réseau piézométrique est composé de 7 piézomètres au total, implantés conformément au plan annexé au présent arrêté. »

L'article 3 « Surveillance des eaux » de l'arrêté 2024-0007 du 21 février 2024 est modifié comme suit :

« L'exploitant réalise deux campagnes annuelles (hautes eaux et basses eaux) sur l'ensemble du réseau piézométrique défini à l'article 2 du présent arrêté et mesure, à chaque campagne :

- le niveau piézométrique de chacun ;
- les concentrations des paramètres suivants :
  - pH,
  - Conductivité,
  - Potentiel d'oxydo-réduction,
  - Température,
  - Sodium (Na),
  - Ammonium (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>),
  - Sulfates (SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>),
  - chlorures (Cl<sup>-</sup>),
  - Orthophosphates (PO<sub>4</sub>),
  - Hydrocarbures totaux (C5-C40),
  - Alcools,
  - Aldéhydes,
  - Organo Halogénés Adsorbables (AOX).

Les résultats des mesures, commentés et comparés aux valeurs guide de référence en vigueur, figurant, quand elles existent, dans l'arrêté du 11 janvier 2007 concernant les valeurs « limites de qualité » et les valeurs « de référence de qualité » concernant les eaux destinées à la consommation humaine ou les valeurs « seuils » concernant les eaux brutes destinées à la consommation humaine. La valeur retenue pour chaque paramètre, par l'exploitant, sera la plus pénalisante.

Sauf impossibilité technique, les résultats des mesures sont transmis, au plus tard dans le mois suivant la réception des résultats d'analyse, par l'exploitant à l'inspection des installations classées par le biais de la plateforme numérique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) - <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>. »

L'annexe à l'arrêté 2024-0007 du 21 février 2024 est remplacé par l'annexe joint au présent arrêté.

## **Article 2 :**

Les autres articles de l'arrêté préfectoral du 21 février 2024 susvisé restent inchangés

## **Article 3 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

#### **Article 4 : Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société KIMBERLY CLARK

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Villey-Saint-Etienne

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **27 FEV. 2024**

Le Préfet,

**Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général**

  
**Julien LE GOFF**

**ANNEXE à l'arrêté préfectoral n° 2024-0007-modif prescrivant des mesures de suivi des eaux souterraines sur le site de la société KIMBERLY-CLARK à Villey-Saint-Etienne**



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté  
en date de ce jour

NANCY le, **27 FEV. 2024**

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général

  
Julien LE GOFF